



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.184/VR
du 4 mars 2014

sur

un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, le 24 juin et le 26 juin 2013 respectivement'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.184/VR
van 4 maart 2014

over

een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het Intern akkoord tussen de Vertegenwoordigers van de Regeringen van de Lidstaten van de Europese Unie, in het kader van de Raad bijeen, betreffende de financiering van de steun van de Europese Unie binnen het meerjarig financieel kader voor de periode 2014-2020, overeenkomstig de ACS-EU-Partnerschapsovereenkomst, en betreffende de toewijzing van de financiële bijstand ten behoeve van de landen en gebieden overzee waarop de bepalingen van het vierde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie van toepassing zijn, gedaan te Luxemburg en te Brussel op 24, respectievelijk 26 juni 2013'

Le 28 janvier 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, le 24 juin et le 26 juin 2013 respectivement'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 4 mars 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, Jo BAERT, président de chambre, Jan SMETS, Jacques JAUMOTTE, Bernard BLERO et Kaat LEUS, conseillers d'État, Jan VELAERS, Lieven DENYS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Les rapports ont été présentés par Wanda VOGEL, premier auditeur et Dries VAN EECKHOUTTE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 mars 2014.

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 28 januari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het Intern akkoord tussen de Vertegenwoordigers van de Regeringen van de Lidstaten van de Europese Unie, in het kader van de Raad bijeen, betreffende de financiering van de steun van de Europese Unie binnen het meerjarig financieel kader voor de periode 2014-2020, overeenkomstig de ACS-EU- Partnerschapsovereenkomst, en betreffende de toewijzing van de financiële bijstand ten behoeve van de landen en gebieden overzee waarop de bepalingen van het vierde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie van toepassing zijn, gedaan te Luxemburg en te Brussel op 24, respectievelijk 26 juni 2013'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 4 maart 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Jo BAERT, kamervoorzitter, Jan SMETS, Jacques JAUMOTTE, Bernard BLERO en Kaat LEUS, staatsraden, Jan VELAERS, Lieven DENYS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Christian BEHRENDT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

De verslagen werden uitgebracht door de Wanda VOGEL, eerste auditeur en Dries VAN EECKHOUTTE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 maart 2014.

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1^{er}, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

1. L'avant-projet de loi soumis pour avis a pour objet de donner assentiment à l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, 'relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'Outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne', signé à Luxembourg et à Bruxelles respectivement les 24 juin 2013 et 26 juin 2013.

L'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, modifié à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010 (autrement appelé « Accord de partenariat ACP-UE »), prévoit en effet que des protocoles financiers doivent être définis pour chaque période de cinq ans.

Des protocoles financiers ont ainsi été conclus en 2000 et en 2006, ce dernier couvrant la période 2008-2013. L'Accord interne auquel il est envisagé de donner assentiment concerne la période 2014-2020.

2. L'Accord interne soumis à assentiment institue un 11^{ème} Fonds européen de développement (FED), détermine les modalités de sa dotation, fixe les contributions des États membres à celle-ci et établit également les règles relatives à la gestion de la coopération financière de ce Fonds. Afin d'assurer la gestion des ressources de ce Fonds, l'Accord interne institue par ailleurs, d'une part, un « comité du FED », composé des représentants des gouvernements des États membres qui versent des contributions à ce Fonds, et, d'autre part, un « comité de la Facilité d'investissement », composé de ces mêmes représentants ainsi que d'un représentant de la Commission européenne.

Comme indiqué dans son préambule, l'Accord interne constitue donc un protocole financier qui, comme les protocoles précédents, doit être défini pour « chaque période de cinq ans » en application de l'Accord de partenariat ACP-UE ¹.

¹ Pour la précédente période 2008-2013, voir le protocole financier signé le 17 juillet 2006 à Bruxelles. Voir, à cet égard, l'avis 41.780/4 donné le 20 décembre 2006 sur un projet devenu la loi du 8 mai 2007 'portant assentiment aux actes internationaux suivants : 1°) Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part,

COMPÉTENCE

Compte tenu de sa portée concrète ainsi que de la circonstance que la contribution financière versée à ce 11^{ème} Fonds est exclusivement à charge de l'autorité fédérale, il peut être considéré, comme il en est fait état dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi examiné et comme il en a été convenu lors de la réunion du Groupe de Travail « Traités mixtes » du 26 septembre 2012, dont le rapport a été approuvé dans le cadre d'une procédure écrite par la Conférence interministérielle Politique étrangère (ci-après « CIPE »)², que l'Accord interne financier auquel l'avant-projet de loi tend à donner assentiment ne constitue pas un traité mixte au sens de l'article 167 de la Constitution.

EXAMEN DU TEXTE DE L'ACCORD INTERNE

DISPOSITIF

Article 12

Aux termes de l'article 12 de l'Accord interne, « l'article 1^{er}, paragraphe 3, et les articles contenus dans le chapitre 2, à l'exception de l'article 8, peuvent être modifiés par le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission ».

Eu égard à l'article 167 de la Constitution, la question se pose de savoir si l'assentiment à l'Accord interne examiné, en tant qu'il contient l'article 12 précité, dispense de soumettre ces amendements à l'assentiment des Chambres législatives.

S'il peut être admis que, dans certaines conditions, les Chambres législatives donnent leur assentiment préalable à des amendements à un traité, il faut néanmoins, pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, §§ 2 à 4, de la Constitution et avec

signé à Cotonou le 23 juin 2000, et Acte final, fait à Luxembourg le 25 juin 2005 ; 2°) Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006 ; 3°) Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité CE, fait à Bruxelles le 17 juillet 2006' (*Doc. parl.*, Sénat, 2006-2007, n° 2034/1) et l'avis 43.237/4 donné le 2 juillet 2007 sur un avant-projet devenu, respectivement, le décret de la Communauté française du 16 novembre 2007 'portant assentiment à l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, fait à Luxembourg le 25 juin 2005' et le décret de la Communauté française du 16 novembre 2007 'portant assentiment à l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006' (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2007-2008, n° 463/1).

² Voir les lettres du Président de la CIPE du 16 avril 2013 communiquées par le fonctionnaire délégué.

l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', que les Chambres législatives connaissent les limites dans lesquelles celui-ci est donné ³.

Compte tenu de la généralité des termes de l'article 12 de l'Accord interne, cette condition ne peut pas être considérée comme remplie en l'espèce.

L'assentiment parlementaire devra dès lors être donné au sujet des amendements ultérieurs adoptés sur la base de cette disposition.

Article 14

L'article 14, paragraphe 2, de l'Accord interne dispose que

« Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la notification de son approbation par le dernier État membre ».

L'exposé des motifs contient à cet égard, sous le point « 2.4. Entrée en vigueur », le passage suivant :

« Certaines dispositions de l'Accord interne devront cependant pouvoir être appliquées à titre provisoire. Une décision séparée prévoit l'application provisoire des dispositions suivantes : engagements des reliquats et des fonds désengagés de projets au titre du 10^{ème} FED ou des FED précédents (article 1, para. 3 et 4) ; prise en compte de l'adhésion de la Croatie (article 1, para. 7) ; établissement du comité du FED et du comité de la facilité d'investissement (articles 8 et 9) ; modalités d'application, nécessaires pour la gestion financière et opérationnelle du FED (articles 10 et 13).

À la fin, la décision d'application dispose qu'aucune procédure d'assentiment par les États membres n'est requise et que la décision reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord interne ».

Invité à justifier le procédé ainsi envisagé au regard de l'article 167, § 2, deuxième phrase, de la Constitution, en vertu duquel les traités n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres, le fonctionnaire délégué a donné les explications suivantes :

« Veuillez, je vous prie, ne plus tenir compte de ces éléments de l'exposé des motifs. En décembre 2013, le Conseil a décidé de ne pas adopter de 'décision d'application' provisoire (également référencée dans l'exposé des motifs comme 'décision séparée'), malgré la proposition de la Commission européenne en ce sens.

Les services juridiques de plusieurs États membres ont relevé que l'application provisoire risquait de se heurter aux dispositions de leur Constitution relatives à l'assentiment des Traités internationaux. Le 11^{ème} Fonds européen de développement ne pourra donc être mis en œuvre qu'après la ratification de l'Accord interne par les États membres, ce qui par ailleurs renforce son caractère urgent ».

³ Voir, à ce sujet, notamment l'avis 44.028/AG donné le 29 janvier 2008 sur un avant-projet devenu la loi du 19 juin 2008 'portant assentiment au Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, et à l'Acte final, faits à Lisbonne le 13 décembre 2007' (observation 28 – *Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n° 4-568/1, pp. 355-356) et l'avis 52.721/VR donné le 5 février 2013 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Iraq, d'autre part, fait à Bruxelles le 11 mai 2012', l'observation générale n° 1.3 (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 2037/1).

Il convient en effet de renoncer à une entrée en vigueur provisoire de certaines dispositions de l'Accord interne, un tel procédé n'étant pas compatible avec l'article 167, § 2, de la Constitution.

Le passage de l'exposé des motifs reproduit ci-dessus doit en conséquence être omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

1. Het om advies voorgelegde voorontwerp van wet strekt tot het verlenen van instemming met het “intern akkoord tussen de Vertegenwoordigers van de Regeringen van de Lidstaten van de Europese Unie, in het kader van de Raad bijeen, ‘betreffende de financiering van de steun van de Europese Unie binnen het meerjarig financieel kader voor de periode 2014-2020, overeenkomstig de ACS-EU-Partnerschapsovereenkomst, en betreffende de toewijzing van de financiële bijstand ten behoeve van de landen en gebieden overzee waarop de bepalingen van het vierde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie van toepassing zijn’, gedaan te Luxemburg en te Brussel op 24, respectievelijk 26 juni 2013”.

De Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van de groep van staten in Afrika, het Caribisch gebied en de Stille Oceaan, enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, anderzijds, ondertekend te Cotonou op 23 juni 2000, gewijzigd te Luxemburg op 25 juni 2005 en te Ouagadougou op 22 juni 2010 (ook wel genaamd “de ACS-EU-Partnerschapsovereenkomst”), bepaalt inderdaad dat voor elke periode van vijf jaar financiële protocollen dienen te worden vastgesteld.

Zo is er een financieel protocol afgesloten in 2000 en een in 2006, dat de periode 2008-2013 dekt. Het intern akkoord waarmee instemming beoogt te worden verleend, betreft de periode 2014-2020.

2. Het ter instemming voorgelegde intern akkoord stelt een 11e Europees Ontwikkelingsfonds (EOF) in, bepaalt de nadere regels voor de toewijzing van de middelen, stelt de bijdragen van de lidstaten daaraan vast alsmede de regels met betrekking tot het beheer van de financiële samenwerking van dat Fonds. Teneinde het beheer van de middelen van dat Fonds te realiseren, wordt bij het intern akkoord overigens enerzijds een “comité van het EOF” ingesteld, dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten die bijdragen storten aan dat Fonds, en anderzijds een “comité van de investeringsfaciliteit”, dat is samengesteld uit dezelfde vertegenwoordigers en een vertegenwoordiger van de Europese Commissie.

Zoals aangegeven in de aanhef ervan, maakt het intern akkoord dus een financieel protocol uit dat, net zoals de voorgaande protocollen, met toepassing van de

ACS-EU-Partnerschapsovereenkomst¹ dient te worden vastgesteld “voor elke periode van vijf jaar”.

BEVOEGDHEID

Gelet op de concrete strekking ervan alsmede op de omstandigheid dat de aan dat 11^e Fonds gestorte financiële bijdrage uitsluitend ten laste komt van de federale overheid, mag worden beschouwd, zoals daarvan gewag wordt gemaakt in de memorie van toelichting bij het voorliggende voorontwerp van wet en zoals dat is overeengekomen tijdens de vergadering van de Werkgroep “Gemengde Verdragen” van 26 september 2012, waarvan het verslag door de Interministeriële Conferentie voor Buitenlands Beleid (hierna “ICBB”)² via een schriftelijke procedure is goedgekeurd, dat het intern financieel akkoord waarmee het voorontwerp van wet instemming beoogt te verlenen, geen gemengd verdrag uitmaakt in de zin van artikel 167 van de Grondwet.

ONDERZOEK VAN DE TEKST VAN HET INTERN AKKOORD

DISPOSITIEF

Artikel 12

Naar luid van artikel 12 van het intern akkoord, kunnen “[a]rtikel 1, lid 3, en de artikelen van hoofdstuk II, met uitzondering van artikel 8, [...] door de Raad met eenparigheid van stemmen op voorstel van de Commissie worden gewijzigd”.

¹ Voor de voorgaande periode 2008-2013, zie het financieel protocol ondertekend op 17 juli 2006 te Brussel. Zie in dat opzicht advies 41.780/4, op 20 december 2006 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 8 mei 2007 ‘houdende instemming met volgende Internationale Akten: 1° Overeenkomst tot wijziging van de Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van de Groep van Afrika, het Caribisch gebied en de Stille Oceaan, enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, anderzijds, ondertekend te Cotonou op 23 juni 2000, en Slotakte, gedaan te Luxemburg op 25 juni 2005; 2° Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten, in het kader van de Raad bijeen, houdende wijziging van het Intern Akkoord van 18 september 2000 inzake maatregelen en procedures voor de uitvoering van de ACS-EG-Partnerschapsovereenkomst, gedaan te Luxemburg op 10 april 2006; 3° Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten, in het kader van de Raad bijeen, betreffende de financiering van de steun van de Gemeenschap binnen het meerjarig financieel kader voor 2008-2013 voor de ACS-EG-Partnerschapsovereenkomst en de toewijzing van financiële bijstand ten behoeve van de landen en gebieden overzee waarop de bepalingen van deel vier van het EG-Verdrag van toepassing zijn, gedaan te Brussel op 17 juli 2006’ (*Parl.St.* Senaat 2006-2007, nr. 2034/1) en advies 43.237/4, op 2 juli 2007 verstrekt over een voorontwerp dat respectievelijk geleid heeft tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 november 2007 ‘houdende instemming met de Overeenkomst tot wijziging van de Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van de groep van Afrika, het Caribisch Gebied en de Stille Oceaan, enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, anderzijds, ondertekend te Cotonou op 23 juni 2000, gedaan te Luxemburg op 25 juni 2005’ en tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 november 2007 ‘houdende instemming met het Intern Akkoord tussen de vertegenwoordigers van de Regeringen van de lidstaten, in het kader van de Raad bijeen, houdende wijziging van het Intern Akkoord van 18 september 2000 inzake maatregelen en procedures voor de uitvoering van de ACS-EG-partnerschapsovereenkomst, gedaan te Luxemburg op 10 april 2006’ (*Parl.St.* Parl. Fr. Gem. 2007-08, nr. 463/1).

² Zie de door de gemachtigde ambtenaar meegedeelde brieven van de Voorzitter van de ICBB van 16 april 2013.

Gelet op artikel 167 van de Grondwet rijst de vraag of met de instemming met het voorliggende intern akkoord, in zoverre het het voornoemde artikel 12 bevat, vrijstelling wordt verleend van de verplichting om die wijzigingen ter instemming voor te leggen aan de Wetgevende Kamers.

Hoewel het, onder bepaalde voorwaarden, kan worden aanvaard dat de Wetgevende kamers hun voorafgaande instemming verlenen met wijzigingen van een verdrag, is het niettemin noodzakelijk dat, opdat een dergelijke voorafgaande instemming verenigbaar zou zijn met artikel 167, § 2 tot § 4, van de Grondwet en met artikel 16 van de bijzonder wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', dat de Wetgevende Kamers de grenzen kennen waarbinnen die instemming wordt verleend.³

Gelet op de algemene bewoordingen van artikel 12 van het intern akkoord, kan *in casu* die voorwaarde niet beschouwd worden als zijnde vervuld.

Het Parlement zal bijgevolg zijn instemming moeten verlenen met betrekking tot de latere wijzigingen die worden aangenomen op basis van die bepaling.

Artikel 14

Artikel 14, lid 2, van het intern akkoord luidt:

“Dit Akkoord treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum waarop de laatste lidstaat kennis geeft van goedkeuring van dit Akkoord”.

De memorie van toelichting bevat dienaangaande de volgende passus, onder punt “2.4. Inwerkingtreding”:

“Enkele bepalingen van het intern akkoord moeten evenwel voorlopig worden toegepast. Een apart besluit voorziet in de voorlopige toepassing van de volgende bepalingen: vastleggingen van de resterende en niet langer vastgelegde bedragen voor projecten uit hoofde van het 10de EOF of van eerdere EOF1 (artikel 1, leden 3 en 4); rekening houden met de toetreding van Kroatië (artikel 1, lid 7); instelling van het EOF-comité en het comité van de investeringsfaciliteit (artikelen 8 en 9); uitvoeringsbepalingen voor het financiële en operationele beheer van het EOF (artikelen 10 en 13).

Tot slot bepaalt het toepassingsbesluit dat geen enkele procedure van instemming door de lidstaten vereist is en dat het besluit van toepassing blijft tot de inwerkingtreding van het intern akkoord”.

³ Zie in dat opzicht inzonderheid advies 44.028/AV, op 29 januari 2008 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 19 juni 2008 'houdende instemming met het Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en met de Slotakte, gedaan te Lissabon op 13 december 2007' (opmerking 28 – *Parl.St.* Senaat 2007-08, 4-568/1, 355-356) en advies 52.721/VR, op 5 februari 2013 verstrekt over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Irak, anderzijds, gedaan te Brussel op 11 mei 2012', algemene opmerking 1.3 (*Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 2037/1).

Op de vraag de aldus beoogde werkwijze te rechtvaardigen ten aanzien van artikel 167, § 2, tweede zin, van de Grondwet, krachtens hetwelk de verdragen eerst gevolgd hebben nadat zijn de instemming van de Kamers verkregen hebben, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“Veuillez, je vous prie, ne plus tenir compte de ces éléments de l'exposé des motifs. En décembre 2013, le Conseil a décidé de ne pas adopter de ‘décision d'application’ provisoire (également référencée dans l'exposé des motifs comme ‘décision séparée’), malgré la proposition de la Commission européenne en ce sens.

Les services juridiques de plusieurs États membres ont relevé que l'application provisoire risquait de se heurter aux dispositions de leur Constitution relatives à l'assentiment des Traités internationaux. Le 11^{ème} Fonds européen de développement ne pourra donc être mis en œuvre qu'après la ratification de l'Accord interne par les États membres, ce qui par ailleurs renforce son caractère urgent”.

Er dient inderdaad afgezien te worden van een voorlopige inwerkingtreding van sommige bepalingen van het intern akkoord, aangezien een dergelijke werkwijze niet verenigbaar is met artikel 167, § 2, van de Grondwet.

De hierboven weergegeven passus uit de memorie van toelichting dient bijgevolg te worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY